



Procès-verbal de l'assemblée de délégué-e-s CGAS du jeudi 8 novembre 2018, 18h15

à la CGAS, rue des Terreaux-du-Temple 6, 3^e étage

- Présent-e-s: (24) ANOR Albert SSP-VPOD; BANDIERA Umberto UNIA; BERESFORD Steven UNIA; CABEZA Diego SIT; CATTANI Manuela SIT; CHARRAT Edwige UNIA; DELUCA Paola SSPM; DUBOIS Annette Sue UNIA; FRUTIGER Andréas APC; GAILLARD Evelyne H&GU; GILARDI Paolo SSP-VPOD; HELFER Roman H&GU; JEANRENAUD Anne SSM; KALOTAY Kalman New Wood; MAGNIN Patrick New Wood; MARCELINO Amélia SSP-VPOD; PATINO Alexis UNIA; PELIZZARI Alessandro UNIA; PEREIRA RODRIGUES Luis Paulo ; REYMOND Claude CGAS; RODRIGUES Antonio Transfair; STADLMAYER Christian UNIA; THOREL Jean-Pierre UNIA; THORIMBERT Pierre André UNIA;
- Excusé-e-s: (10) FLURY Patrick cartel CIPE; VIGNE Jacques New Wood; ANET Serge SEV-PV; SOLANO Valérie SEV-regional; DE FILIPPO Davide SIT; FERNANDES Alberto Jacome SIT; MUGNY Joël SYNA; FISCO Antonio syndicom; GONZALEZ José-Ramon syndicom; GUILLOT Michel syndicom;

Annnonce des modifications ou compléments à l'ordre du jour :

- I. Procès verbal (de l'AD du 24-05-2018)
- II. Communications
- III. Objets du jour
 - 1. actualités syndicales
 - 2. adoption des comptes 2017 (envoyés ultérieurement) et du budget 2019
 - 3. préparation du congrès et choix entre les 2 candidatures pour la présidence
 - 4. référendums en cours : LHOM et RFFA
 - 5. grève des femmes et féministes 2019
 - 6. mesures d'accompagnements
 - 7. projet d'initiative pour l'emploi et la réduction du temps de travail
- IV. Divers

Le président Alessandro PELIZZARI ouvre l'assemblée, l'ordre du jour est accepté en ajoutant le point 8 Charte concernant les fondations LPP ; dans les divers on entendra une intervention de Hotel&Gastro et une de Claude REYMOND.

I. Procès verbal

Celui de l'AD du 24-05-2018 est approuvé avec remerciements

II. Communications

Audition de la CGAS par la commission des affaires sociales du Grand Conseil sur la motion de l'UDC qui souhaite que Genève ne paye plus rien aux chômeurs étrangers.

III. Objets du jour

1. actualités syndicales

Albert ANOR informe qu'une assemblée générale de la fonction publique genevoise siège ce soir et qu'elle se prononcera notamment le projet de budget et le dossier Caisse de pension : il devrait être décidé d'un appui du personnel au projet de la gauche.

Alessandro remercie les messages de solidarités pour la grève dans la construction, le 10 octobre 2500 travailleurs s'étaient engagés dans l'action, laquelle fut reconduite pour une jour la première fois. Elle a été suivie par d'autres dans toute la Suisse. Demain se déroule encore une négociation et on espère que les revendications des maçons seront satisfaites.

Paolo GILARDI fait mention de la réaction très vive des employeurs, notamment dans la presse. Alessandro explique qu'il n'y a eu aucunes représailles, ni même de lettres d'avertissement.

2. adoption des comptes 2017 et du budget 2019

Brève présentation du bilan et lecture du rapport des vérificateurs :

l'assemblée adopte les comptes et le budget à l'unanimité
puis donne décharge au comité également à l'unanimité.

3. préparation du congrès + 2 candidatures pour la présidence

Alessandro a lu dans le classeur remis aux délégué-e-s par l'USS trois éléments : a) un amusement avec le représentant de la Confédération, b) la nouvelle présidence et c) les textes d'orientations. La CGAS avait adopté un amendement sur les retraites pour provoquer le débat, le comité USS préconise son rejet : il faut que nous nous prononcions ce soir . Notre texte d'orientation sur la migration a en revanche reçu son aval.

Manuela CATTANI soutient qu'il faille maintenir l'amendement et pense que nous devrions déposer une résolution sur RFFA :
unanimité et 2 abstentions pour cause de non-appartenance à l'USS.

Alessandro suggère de laisser la liberté aux délégué-e-s de se positionner sur les propositions.

Vous avez pu vous faire une idée sur les deux candidats lors du comité élargi du 11-10-2018 à l'UOG. Alessandro invite les composantes à annoncer leur choix.

Clément DUBOIS pour l'ASBE constate que les 2 candidatures sont bien éloignées des positions que nous soutenons depuis plusieurs années.

Albert signale que le SSP central recommande GYSI. Il a été inquiété par les préconisations de MAILLARD sur les aides à la personne qui ne font pas une politique syndicale ; comment choisir entre la peste et le choléra ?

Paolo GILARDI a interrogé les deux candidats sur ce qu'ils feraient en mai 2019 en tant que président-e : Barbara a déclaré être favorable à RFFA, mais vu les diverses positions au sein de l'USS à ce sujet, elle permettra à celles-ci de s'exprimer. Pierre-Yves s'est exprimé pendant 23 minutes pour conclure qu'il nous faudra bien composer avec RFFA. En conséquence, Paolo est d'avis qu'il faille soutenir celle qui respecte les minorités.

Manuela : MAILLARD a un projet, pas perdre de temps sur le partage des richesses, faisons comme dans le canton de Vaud : complétons les revenus des familles. C'est très dangereux. Manuela pense qu'il n'est pas indifférent que Pierre-Yves ne soit pas élu par une grande vague majoritaire.

Chez Unia on a vu lu les projets, MAILLARD reste discret sur la question des migrants et botte en touche sur celle de la répartition des richesses. Mais GIYSI a les mêmes positions sur le social. Unia Genève s'abstiendra en expliquant pourquoi.

Umberto BANDIERA pense que l'abstention devrait être accompagnée d'un document politique et souhaite qu'on se coordonne avec les vaudois à ce effet.

Andréas FRUTIGER pour l'APC défend GYSI. Les candidats ne sont pas vraiment porteur pour ce poste, MAILLARD vaut bien RECHSTEINER. Barbara est marquée à gauche, elle est moins «pouvoir» que Pierre-Yves, lequel s'est montré parfois arrogant.

New Wood a décidé de soutenir Barbara qui semble plus syndicaliste, il est stupéfait des priorités que MAILLARD annonce sur l'aide sociale.

Clément propose deux votes : recommander ou s'abstenir, puis pour qui ?

Il est décidé de procéder au vote par mandats, dès lors à l'appel des composantes les délégué-e-s de chacune annoncent leur choix.

Clément note l'expression de APC + ASEB + Hotel&Gastro + New Wood + SIT + SSM + SSP + SSPM + Transfair + Unia + USAM puis procède aux calculs.

4. référendums en cours : LHOM et RFFA

Paolo considère que les syndicats ne sont pas tous assez présents dans la rue pour récolter des signatures contre RFFA. Puis il rapporte sur les discussions cantonales concernant la fiscalité des entreprises : encore réduire l'imposition sur le capital, à 100% des 2015 ! Il n'y a aucune recherche de zéro pertes, on est à -453'000'000 pour l'instant, ils poursuivent le but de mise en place à Genève d'un dispositif au 01-01-2020 avant le fédéral.

Manuela : effectivement on commence en retard parce qu'on a priorisé la récolte pour le référendum contre LHOM.

Alessandro signale que les journaux de consommateurs publieront le référendum RFFA parce qu'ils considèrent le sujet important et que le peuple doit se prononcer à son égard.

Clément annonce les résultats de la votation : 6492 pour s'abstenir avec 17 présent-e-s et 1589 pour une prise de position avec 8 personnes.

Alessandro nous invite à lire le rapport de l'USS sur PV2020 : «c'est à cause des Romands antidémocratiques que cette réforme a été perdue».

5. grève des femmes et féministes 2019

Alessandro informe que se tient ce soir une séance du collectif des femmes pour la préparation de la grève.

Manuela s'exprime sur cet objet : la préparation avance sur les 4 plans : national, romand, local, syndical.

- National : une première coordination nationale s'est réunie, elle est composée de représentantes des collectifs locaux (dont le nombre augmente : Genève, Vaud, Bâle, Berne, Zürich, Tessin, Argovie , etc) et de représentantes d'organisations syndicales, politiques, etc. Elle convoque des Assises nationale de la grève des femmes*/grève féministe le 9 mars 2019, qui définira des moments forts communs
- Romand : idem pour Romandie, a réalisé le flyer de lancement diffusé lors de la manifestation égalité salariale du 22 septembre, en réalisera d'autres, il y a une question de financement de ces activités
- Local : c'est l'échelon le plus important car il décide des modalités concrètes de la journée du 14 juin. Le collectif est composé de femmes sans affiliation et de représentantes de partis, syndicats, groupes féministes, associations. 35 personnes à la séance du 6 novembre. Diverses sensibilités s'y expriment et confrontent. En discussion et en prévision :

- a) le manifeste « 14 raisons de faire grève »
- b) une charte de fonctionnement
- c) les modalités de la journée du 14 juin
- d) organise une action chaque 14 du mois. Celle de novembre est une soirée « Réveille la sorcière qui est en toi »
- e) organise la participation à la parade du Festival Les Créatives qui aura lieu samedi 24 novembre, journée internationalement lutte contre les violences faites aux femmes. Le collectif y participe et donne rdv à 15h30 devant Unia mail
- f) des initiatives par quartiers sont également annoncées, qui associeraient les écoles, maisons de quartier, les crèches, les associations d'habitants et les femmes intéressées

Prochaine date du collectif : au SIT, 5 décembre 19h30

Syndical : il a été créé un Groupe juridique Intersyndical, composé de secrétaires et militantes syndicales, des juristes progressistes, de juristes de l'Université. Il creuse les questions du droit de grève, de la grève politique, du service minimum lors des grèves dans les services publics, de grève des étudiantes le jour d'un examen, etc. Il va éditer une brochure (Quels sont vos droits et comment faire la grève), organiser des permanences dans les syndicats et dans un lieu neutre tenue par des juristes pour dispenser des conseils juridiques sur le droit de grève, etc. Par ailleurs il y a des discussions intersyndicales et internes aux syndicats sur comment organiser la grève et avec quelles revendications concrètes spécifiques à une branche, à un service, à une entreprise, là où il y a des CCT, là où il n'y en a pas, là où les syndicats sont présents et actifs. Des cahiers de revendications commencent à s'ébaucher.

Conclusions et prochaines étapes

- ça avance lentement mais dès janvier/février 2019, une fois abouti aux grandes lignes de la journée, cela va s'accélérer et drainer plus de monde
- ce sont les femmes qui organisent et préparent, reste à discuter le rôle des hommes solidaires dans ces grèves
- finances : il y aura des demandes de soutien financier aux composantes et à la CGAS (payer le site web, la publication du manifeste 14 raisons de faire grève et autres flyer, locations d'espaces, badges etc, le budget n'est pas encore articulé
- les fonds de grève

Appel à toutes les composantes qui ne l'aurait pas encore fait à rejoindre le collectif et surtout le groupe juridique Intersyndical

6. mesures d'accompagnements

Le président informe que l'USS a refusé de négocier pour réduire les protections des mesures d'accompagnements, rien a bougé, mais Unia travaille sur des propositions pour les renforcer.

7. projet d'initiative pour l'emploi

Manuela a rédigé un projet comprenant un texte d'initiative et un argumentaire.

Il est très brièvement présenté ce soir, dans le but de déterminer un calendrier de discussion avec envois de documents préalables aux composantes et que les instances de la CGAS se prononcent sur le fond :

- est-ce que oui ou non le thème de la création d'emploi sociaux et écologiques et de la réduction de la durée du travail sont intéressants pour une initiative CGAS ?
- et si la réponse est oui, alors quelles améliorations au projet élaboré doivent être apportées ?

Le texte d'initiative : 6 articles qui viennent modifier la Loi sur le développement de l'économie et de l'emploi. Loi qui se borne à promouvoir les allègements fiscaux et à attirer les multinationales à Genève, alors que sa visée doit trouver aussi un encrage économique local.

1. L'état crée des emplois servant à développer des prestations en faveur de la population et/ou servant des objectifs de transition écologique de l'économie genevoise.
2. Ces emplois sont créés dans les collectivités publiques cantonale, municipales, dans les établissements subventionnés et institutions publiques et privées, à but non lucratif, poursuivant des buts d'intérêt public.
3. Les emplois créés doivent répondre à un besoin social et/ou écologique et ne pas se substituer à des emplois déjà existants dans les collectivités et institutions.
4. L'Etat fixe chaque année le budget à disposition pour la création des emplois. Le montant minimal est fonction du nombre de demandeurs d'emplois dans le canton. Il est d'au moins 100 millions de francs lorsque le nombre de demandeurs d'emploi selon les statistiques BIT est supérieur à 10% de la population active genevoise. Il peut être réduit en proportion.
5. Afin de maintenir et/ou créer des emplois, l'Etat encourage les entreprises et les secteurs économiques publics et privés à réduire de manière significative la durée du temps de travail sans réduction de salaire de manière à atteindre en 2030 la semaine de 32h pour un temps complet.
6. Le canton de Genève consacre le droit au travail tel que prévu par l'art 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de l'ONU du 16 décembre 1966.

Un projet d'argumentaire a également été rédigé :

- contre le chômage et la précarité : la baisse du taux de chômage à 2,4% en Suisse et à 4,2% à Genève est trompeuse : c'est la modification du mode de calcul statistique qui l'induit et nous sommes loin du plein emploi
- créer des emplois pour anticiper l'impact de la numérisation et robotisation de l'emploi
- créer des emplois qui répondent à un besoin social dans les collectivités publiques et para-publiques parce que les besoins sociaux de la population augmentent, parce que les politiques d'austérité ont détruit de l'emploi public et parce que les mauvaises politiques de réinsertion ont dégradé 1.500 emplois stables dû services publics en emplois de réinsertion à peu de frais car rémunérés avec les indemnités de chômage ou les salaires d'EdS
- créer des emplois qui répondent aux besoins d'une transition écologique socialement juste qui nécessite de sortir du productivisme et de repenser le système productif
- réduire la durée du travail car cela crée immédiatement de l'emploi et en CH et à GE elle ne baisse plus depuis le début des années 90

Le texte a été soumis à deux avis de droits sur les principales questions et suscite de nombreuses questions politico-juridiques :

- peut-on destiner ces emplois expressément aux chômeurs et aux sans emplois ?
- l'initiative peut-elle être contraignante sur la durée du travail de 32 heures où se limiter à l'« encourager »?
- est-ce que l'encouragement peut/doit être financier ou il peut y en avoir d'un autre type ?

- peut-on fixer un nombre de postes à créer par an ? un budget annuel destiné à ces créations ? etc

Pour se documenter à l'internationale Manuela a étudié les campagnes anglo-saxonnes « One million climate jobs », ambiguë sur la qualité de l'emploi, et la campagne « Un million d'emploi pour le climat » française plus claire sur la qualité de l'emploi.

Pour approfondir les notions d'emploi écologique et emploi de la transition écologique, elle a consulté des militants éco-socialistes qui trouvent le projet très intéressant, et très important que les syndicats soient porteurs de ces préoccupations. Ils feront parvenir des compléments sur cette partie.

Elle prendra également contact avec des membres du PdT qui semblent se lancer dans la rédaction d'un texte d'initiative cantonale pour la réduction de la durée du travail.

Alessandro : merci pour cette présentation, et ce début de réflexion collective ; le Bureau élaborera un calendrier en vue d'une prise de décision formelle. Il rappelle que cette initiative était déjà en projet lors du lancement de celle pour l'Inspection paritaire des entreprises.

Point ajouté 8 Charte concernant les fondations LPP

Umberto présente la Charte et l'enjeu d'intervenir sur les types d'investissement des caisses de pension. Il faut réduire la propension des gestionnaires du capital à détruire la planète. Il souhaite que les délégué-e-s présent-e-s s'y référeront déjà l'année prochaine : il faudrait donc la faire connaître largement. Alessandro encourage la discussion dans les syndicats et à faire connaître leurs amendements, qui seront acheminés sur Umberto.

IV. Divers

Roman HELFER informe sur un cas particulier : 280 entreprises liées à la restauration vont devoir fermer prochainement. Deux actions syndicales ont été entreprises et Hotel&Gastro les a appris par voie de presse, il aurait souhaité y participer, comme il souhaite renforcer la coopération syndicale dans tous les domaines.

Alessandro : la CGAS a bien reçu cette plainte, le Bureau s'efforcera d'arbitrer et elle a été transmise aux syndicats du secteur.

Claude pose son crayon pour lire sa déclaration, placée sous le titre «dernier jour travaillé pour notre Communauté = le 1er octobre 2019»

Chères et chères délégué-e-s je dois ce jour retenir votre attention pour trois minutes.

Le procès-verbal du comité de l'USCG du 21 mai 1991 mentionne que «le Bureau avait reçu deux candidatures pour le remplacement de André BAUDOIS au poste de secrétaire de l'USCG. La première émanait de Claire CHALLUT, membre du SSP-VPOD, journaliste occasionnelle à VO-Réalités et secrétaire administrative dans une étude d'avocats. Le Bureau avait reçu cette camarade mais n'a pas estimé devoir retenir sa candidature, cette collègue étant par trop étrangère à notre vie syndicale. La deuxième candidature est celle de Claude REYMOND, président du SLP (Syndicat du livre et du papier) et membre du Bureau. Au nom du Bureau, unanime, Jacques ROBERT proposa de nommer Claude REYMOND au poste de secrétaire de l'USCG sans avoir à énumérer les qualités syndicales du candidat. Le collègue THOREL souleva le problème des mandats détenus par Claude REYMOND et leur compatibilité avec le poste de secrétaire de l'USCG. La question est de savoir si un salarié de l'USCG peut représenter son organisation au Bureau et au Comité. Après une discussion nourrie, il a été décidé qu'un autre délégué du SLP sera proposé au Bureau et que Claude REYMOND aura voix délibérative. »

Le président a mis cette nomination au vote. C'est à l'unanimité, moins une abstention, que je fus désigné au poste de secrétaire de l'USCG, avec entrée en fonction le 1er octobre 1991. Cette décision fut communiquée à l'assemblée des délégués du 11 juin 1991.

Après la réforme statutaire de la CGAS en 1995, la décision de l'USCG de ne plus siéger de manière distincte et de transmettre son secrétariat à la CGAS, le 25 juin 1997 je recevais une lettre à l'entête CGAS disant «Pour faire suite aux décisions de nos instances, respectivement l'Assemblée des délégués du 7 juin 1997 et le Comité du 19 juin 1997, nous te confirmons ton engagement en qualité de secrétaire administratif de la CGAS. Taux d'activité 50 % en juillet et août 1997, 100 % dès le 1er septembre 1997 (40 h./semaine)»

Aujourd'hui j'informe l'assemblée de délégué-e-s que j'ai décidé de mettre fin à mon rapport de travail salarié avec la CGAS avant l'âge terme de l'AVS, et que mon dernier jour travaillé pour notre Communauté sera le 1er octobre 2019.

Dès lors vous êtes informés que mon poste sera mis au concours et que votre prochaine assemblée ordinaire de juin 2019 devra se prononcer sur les propositions que ne manquera pas de vous présenter votre comité.

Le président remercie pour l'annonce qui laisse le temps de repourvoir le poste.

Pour le 9 novembre, il appelle à participer à la commémoration de 17h00 à La Pierre sur le parvis d'Unimail et à 18h30 à la salle du Faubourg au Centenaire de la grève générale de 1918.

La séance est levée vers 20h10

Claude REYMOND au procès verbal, saisi ce 07-06-2019